

2013 07 29 L'effet climatique et d'autonomie alimentaire du projet Europacity

Ces deux effets, émission de GES et capacité à réduire les apports et les emports alimentaires sont étroitement corrélés puisque :

- l'accroissement de l'autonomie alimentaire diminue la part des GES émis par les apports et les emports,
- les décisions drastiques de réduction autoritaire des émissions de GES finiront pas être prises, d'autant plus brutalement que la permissivité mondiale continue malgré le dépassement du seuil de 400 ppm d'équivalent CO2 dans l'atmosphère.

Appuyons nous sur le résumé de la direction à prendre pour l'aménagement du territoire donné par Jacqueline Lorthiois :

« ...on ne peut accepter que l'Ile de France, une des régions agricoles les plus riches d'Europe, fournisse à ses habitants moins de 10% de leur production alimentaire. Toutefois, il ne suffit pas d'afficher le défi alimentaire, il faut aussi prévoir les moyens de le mettre en œuvre. Or, constatons que la consommation de terres agricoles est à peine moins élevée que celle de la période précédente : **environ 1800 à 1850 ha / an**. On continue à artificialiser les sols, à morceler notre ceinture verte et nos espaces ruraux considérés comme des réserves foncières à disposition des citadins, à boucher les trous de la zone dense (plaines de Montesson, d'Argenteuil, de Montjean, triangle de Gonesse) à sacrifier les franges de l'agglomération (plateau de Saclay, plaine de France) et à prolonger les rubans d'urbanisation dans les vallées (Seine-aval au-delà de Mantes ; Seine-amont au Sud d'Evry/ Sénart, vallée de Marne à l'Est d'Euro Disneyland... ) »

**L'artificialisation des sols requise pour Europa city et ses accès directs est de l'ordre de 100 hectares. L'artificialisation supplémentaire pour créer sa desserte en TC est à son tour de l'ordre de 100 ha.** Aux rendements actuels (80 quintaux par hectare) cela équivaut à supprimer environ 1.600 tonnes de blé (ou équivalent) par an ou à importer de plus loin cette production pour une valeur actuelle d'environ 250 euros par tonne (soit 400.000 euros), transport en sus. A supposer que les propriétaires des terres soient payés pour une valeur de production correspondant à la durée de stérilisation de leurs terres (sur plusieurs siècles, au moins), la collectivité resterait, elle, amputée du pouvoir de produire localement sur ces terres alors que la population riveraine est très dense, et se densifiera encore si l'on en croit les promesses du projet Europa city. Il faudrait donc assortir le changement d'affectation des sols d'une compensation telle qu'elle se pratique maintenant pour les nouvelles infrastructures et trouver à proximité à affecter à un usage agricole équivalent des terres actuellement stériles ou artificialisées et financer leur bonification jusqu'à reconquérir les rendements usuels en Plaine de France. Si cela n'est pas possible alors ce projet

devient impossible puisqu'il accroît encore le risque déjà grand de crise de subsistance de l'agglomération parisienne. Rappelons-nous ce dire de Winston Churchill : « La démocratie n'a que deux jours de réserves alimentaires ».

**Outre les pollutions de l'air émises ou piégées décrites dans ma première note, il faudrait inclure l'émission des GES dans l'étude d'impact** puisque :

- le changement d'affectation des sols est le premier facteur d'accroissement des émissions de GES en supprimant une capacité de puits à carbone et en émettant du carbone dans l'atmosphère,
- les travaux de terrassement et de construction produiront une masse importante de GES (sans oublier les pollutions produites par les moteurs Diesel),
- le trafic automobile et de camions ainsi créé sera durablement émetteur de GES (et de pollutions),
- les consommations énergétiques pour faire fonctionner l'ensemble devront être rapprochées des GES produits en énergie primaire (accrus des pertes en ligne).

Alors même que ADP a un intérêt financier à favoriser le trafic automobile pour conforter ses revenus de parking et à gaspiller plus de 30.000 tonnes/an de biodéchets hautement méthanogènes pour justifier un coût élevé de la collecte dont il a le monopole, on imagine mal comment, à proximité et dans la dépendance commerciale du trafic arrivant ou transitant par ADP, le groupe Mulliez, déjà dépendant d'ADP dans Aéroville, trouverait à mieux faire. **Si le groupe Auchan omet d'investir pour valoriser localement les déchets méthanogènes du territoire, auxquels il contribue, pourquoi irait-il installer des solutions vertueuses ou innovantes pour Europa city ?** Il y a de façon certaine dans le Triangle de Gonesse et autour un retour sur investissement inexploité dans la collecte et le traitement des biodéchets des agglomérations et des principales activités auxquels s'ajouteraient les tonnages des résidus agricoles : Auchan s'en désintéresse. Pourquoi s'intéresserait-il au sujet pour Europa city ? Un tien vaut mieux que deux tu l'auras ...